

ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE COLOMBIE 2026

Rapport #1 | Préliminaire | 02/06/2026



COHESIA

CENTRE DE COOPÉRATION ET D'ÉCHANGE INTERNATIONAL
CENTRO DE COOPERACIÓN E INTERCAMBIO INTERNACIONAL



L'Observatoire électoral de COHESIA a déployé une mission internationale d'observation à l'occasion du premier tour de l'élection présidentielle colombienne.

Cette mission est réalisée conformément à la Charte des principes de l'Observatoire électoral de COHESIA, aux accréditations délivrées par le Conseil National Electoral (CNE) ainsi qu'aux dispositions légales et réglementaires en vigueur dans la République de Colombie.

Les observations présentées dans ce rapport reposent sur les visites réalisées par les observateurs internationaux de COHESIA dans différents centres de vote de la ville de Bogotá, sur les échanges menés avec les autorités électorales et les différents acteurs du processus, ainsi que sur les informations recueillies auprès de collaborateurs colombiens présents dans plusieurs régions du pays.

Le présent document constitue un rapport préliminaire. Il ne préjuge pas des conclusions définitives qui seront formulées à l'issue de l'ensemble du processus électoral et de l'analyse complète des données disponibles.

DEROULEMENT GENERAL DE LA JOURNEE ELECTORALE

La délégation de COHESIA a effectué des visites d'observation dans six centres de vote à Bogotá :

- Centro Comercial Metrópolis ;
- Colegio Distrital Simón Bolívar ;
- Colegio Distrital República de Panamá ;
- Colegio Distrital República de Panamá (second site) ;
- Colegio Distrital Jorge Eliécer Gaitán ;
- Fundación Universitaria Monserrate José Joaquín Vargas.

Dans l'ensemble des centres visités, la mission a constaté un déroulement calme et ordonné des opérations électorales.

Les membres des jurys électoraux, les témoins des différentes candidatures, les représentants institutionnels ainsi que les électeurs observés ont fait preuve d'un comportement civique contribuant au bon déroulement du scrutin.

La mission souligne particulièrement le climat de coexistence démocratique observé dans les bureaux visités. Les différentes sensibilités politiques étaient représentées parmi les témoins électoraux présents et aucun incident majeur susceptible d'interrompre les opérations de vote n'a été constaté.

Malgré les tensions politiques qui caractérisent la campagne électorale colombienne, la mission considère que les électeurs ont démontré un attachement notable à l'exercice pacifique du suffrage universel.

OBSERVATIONS ET POINTS D'ATTENTION

Secret du vote

La mission a observé que l'organisation matérielle des bureaux de vote ne garantit pas toujours un isolement complet de l'électeur lors de l'expression de son suffrage.

Bien qu'aucune situation de pression ou d'intimidation n'ait été constatée dans les centres visités, l'absence d'isolaires assurant une séparation visuelle totale peut constituer un facteur de vulnérabilité pour la pleine garantie du secret du vote.

La mission recommande que les autorités compétentes examinent les possibilités de renforcer les garanties matérielles entourant l'exercice individuel et secret du droit de vote.

Harmonisation des procédures électorales

La mission a constaté des différences significatives dans les procédures appliquées selon les centres observés.

Parmi celles-ci figurent notamment l'utilisation de dispositifs biométriques dans certains bureaux mais non dans d'autres, ainsi que des modalités variables de vérification de l'identité des électeurs.

Ces différences ne permettent pas de conclure à l'existence d'irrégularités. Elles soulèvent néanmoins des interrogations quant à l'uniformité des procédures électorales appliquées sur le territoire national.

La multiplicité des institutions intervenant dans le processus électoral contribue également à rendre parfois difficile la compréhension des mécanismes de contrôle et de responsabilité pour les citoyens.

Outils numériques et transparence

La mission a observé que certaines procédures de vérification relatives aux observateurs électoraux et aux témoins des candidatures reposaient sur des applications numériques dont le fonctionnement apparaît insuffisamment transparent pour les différents acteurs du processus.

Les échanges menés – y compris avec les autorités du Conseil National Electoral – n'ont pas permis d'obtenir l'ensemble des clarifications souhaitées concernant les mécanismes de contrôle, les sources de données utilisées ou les garanties techniques entourant ces outils.

Par ailleurs, l'existence de multiples canaux de signalement des incidents électoraux – applications, plateformes numériques et adresses institutionnelles distinctes – a parfois généré une certaine confusion parmi les acteurs rencontrés.

La mission considère qu'une plus grande transparence concernant les outils numériques mobilisés dans le processus électoral contribuerait à renforcer la confiance des citoyens et des organisations politiques.

Utilisation de symboles associés à une candidature dans les centres de vote

La mission a observé, dans l'ensemble des centres de vote visités à Bogotá, la présence répétée d'électeurs portant le maillot de l'équipe nationale colombienne.

Cette observation revêt une importance particulière dans la mesure où plusieurs personnalités associées à une candidature ont publiquement appelé leurs sympathisants à porter ce vêtement le jour du scrutin. La mission a également recueilli, lors d'échanges directs avec plusieurs électeurs présents dans les bureaux observés, des déclarations établissant explicitement un lien entre le port de ce maillot et le soutien à cette candidature.

Dans ces conditions, la question observée par la mission ne relève pas uniquement de l'utilisation d'un symbole national. Elle soulève également une problématique de prosélytisme politique à l'intérieur ou aux abords immédiats des espaces électoraux.

La mission considère qu'un symbole ou un vêtement faisant l'objet d'appels publics coordonnés par des acteurs politiques en vue d'identifier ou de mobiliser les électeurs d'une candidature acquiert *de facto* une signification politique particulière pendant la période électorale.

Cette situation est susceptible d'affecter la neutralité visuelle et symbolique qui devrait prévaloir dans les centres de vote. Elle peut également créer un environnement dans lequel l'expression publique d'une préférence politique devient visible au moment même de l'exercice du suffrage.

La mission recommande aux autorités électorales colombiennes d'examiner cette question dans le cadre d'une réflexion plus large sur les formes contemporaines de propagande et de mobilisation électorale le jour du scrutin, afin de préserver la neutralité des espaces destinés à l'expression du vote.

Accessibilité du vote

La mission note que les bureaux de vote ont clôturé leurs opérations à 16 heures conformément à la réglementation colombienne.

Plusieurs observateurs ont relevé une forte affluence dans les derniers moments du scrutin, notamment de la part d'électeurs exerçant une activité professionnelle le dimanche.

La mission estime qu'une réflexion pourrait être engagée sur l'opportunité d'étendre les horaires d'ouverture des bureaux lors de futurs scrutins afin de favoriser une participation électorale encore plus large.

CLIMAT DEMOCRATIQUE, DISCOURS DE VIOLENCE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX

Au-delà du déroulement matériel de la journée électorale, COHESIA considère nécessaire d'attirer l'attention sur le climat politique général dans lequel s'inscrit ce scrutin.

L'Observatoire électoral de COHESIA rappelle que sa mission n'est pas d'évaluer les programmes politiques des candidats ni de prendre position dans la compétition électorale. Son mandat consiste à observer les conditions démocratiques dans lesquelles s'exerce le suffrage populaire ainsi que le respect des principes fondamentaux de l'État de droit.

À cet égard, la mission exprime sa préoccupation face à certaines déclarations formulées durant la campagne présidentielle par le candidat d'extrême droite Abelardo de la Espriella ainsi que par plusieurs personnalités associées à son mouvement politique.

Ces préoccupations ne portent pas sur les orientations politiques défendues par cette candidature mais sur certaines prises de position semblant légitimer le recours à des formes de violence extrajudiciaire ou présentant certains groupes de citoyens comme des ennemis à éliminer plutôt que comme des sujets de droit relevant de l'autorité de la justice.

La mission considère qu'aucune démocratie ne peut durablement fonctionner lorsque des responsables politiques suggèrent que l'exercice du pouvoir pourrait permettre de contourner les garanties fondamentales de l'État de droit ou de substituer la volonté personnelle d'un dirigeant aux institutions judiciaires compétentes.

La Colombie ne reconnaît pas la peine de mort. Plus largement, dans tout régime démocratique, la sanction des infractions relève exclusivement de l'autorité judiciaire et des procédures prévues par la loi. Aucun responsable politique, quelle que soit sa fonction, ne peut prétendre exercer personnellement la justice ou annoncer l'élimination physique de personnes considérées comme indésirables, délinquantes ou criminelles.

COHESIA considère que la démocratie ne se limite pas à l'organisation d'élections périodiques. Elle suppose également le respect d'un socle minimum de principes permettant la coexistence pacifique entre les citoyens. Le rejet de la haine politique, de la violence et de la déshumanisation de l'adversaire en fait partie.

La mission souhaite également souligner les efforts réalisés depuis plusieurs années par la société colombienne et ses institutions afin de réduire la violence politique et de favoriser l'intégration des conflits dans le cadre démocratique et institutionnel.

Les différents processus de paix engagés dans le pays ont précisément pour objectif de remplacer la logique de confrontation armée par la confrontation pacifique des projets politiques à travers les urnes et les institutions de la République.

À ce titre, toute normalisation de discours valorisant l'élimination de l'adversaire, l'exercice de violences extrajudiciaires ou la remise en cause des garanties fondamentales de l'État de droit apparaît comme susceptible de fragiliser les progrès accomplis au cours des dernières décennies en matière de pacification de la vie politique colombienne.

La mission estime que la consolidation de la paix constitue non seulement un objectif politique mais également une condition essentielle du fonctionnement démocratique du pays.

PLURALISME DE L'INFORMATION ET CONCENTRATION MEDIATIQUE

La mission exprime également sa préoccupation concernant le pluralisme de l'information dans le contexte électoral colombien.

La liberté d'informer ne peut être comprise uniquement comme l'absence de censure formelle. Elle suppose également l'existence d'un véritable pluralisme politique permettant aux citoyens d'accéder à une diversité effective de points de vue, d'analyses et d'informations concernant l'ensemble des candidatures.

Or, la forte concentration des médias traditionnels entre les mains d'acteurs économiques privés, combinée au poids croissant des plateformes numériques appartenant à de grandes entreprises étrangères, soulève des interrogations sur les conditions réelles de formation de l'opinion publique.

COHESIA considère que la qualité d'un processus démocratique dépend également de la capacité des citoyens à se forger librement une opinion à partir d'informations contradictoires, pluralistes et accessibles.

À ce titre, l'Observatoire recommande que la question du pluralisme médiatique et numérique fasse l'objet d'une attention particulière dans l'évaluation globale du processus électoral colombien.

PREOCCUPATIONS RELATIVES AU SYSTEME DE PRECOMPTAGE

À l'issue de la fermeture des bureaux de vote, la délégation de COHESIA a été invitée à assister à la présentation des premiers résultats du précomptage dans le centre de presse électoral.

La mission rappelle que les chiffres diffusés lors de cette phase constituent des résultats préliminaires et ne sauraient être assimilés aux résultats définitifs issus du dépouillement officiel.

COHESIA exprime toutefois plusieurs préoccupations relatives aux mécanismes de transmission, de traitement et d'agrégation rapide des données électorales.

Ces préoccupations concernent notamment le degré de transparence des logiciels utilisés, l'accès limité aux informations techniques permettant d'en vérifier le fonctionnement ainsi que la place occupée par certains prestataires privés dans des fonctions essentielles du processus électoral.

Ces interrogations ne concernent pas uniquement le cas colombien. Elles s'inscrivent dans une réflexion plus large menée depuis plusieurs années par l'Observatoire électoral de COHESIA sur les risques potentiels liés à la privatisation croissante de certaines fonctions électorales stratégiques en Amérique latine.

À l'occasion de précédentes missions d'observation dans la région, l'organisation avait déjà attiré l'attention sur la nécessité de garantir un contrôle public effectif des outils numériques participant à la production des résultats électoraux.

La mission considère que les autorités électorales gagneraient à fournir des informations complémentaires permettant aux citoyens, aux organisations politiques et aux observateurs de disposer de garanties accrues concernant la fiabilité de ces dispositifs.

DECLARATIONS PUBLIQUES ET CONFIANCE DANS LE PROCESSUS ELECTORAL

La mission prend acte des préoccupations exprimées publiquement par plusieurs acteurs politiques concernant le déroulement du processus électoral.

Certaines déclarations ont porté sur les listes électorales, le déplacement de centres de vote, les mécanismes de précomptage ainsi que d'éventuelles difficultés rencontrées par certains électeurs dans l'exercice de leur droit de vote.

À ce stade de ses travaux, la mission n'est pas en mesure de confirmer ou d'infirmes ces différentes allégations.

Elle considère néanmoins que leur existence témoigne d'un niveau de méfiance significatif qui mérite une attention particulière de la part des autorités électorales.

La confiance dans un processus démocratique ne repose pas uniquement sur sa régularité effective mais également sur la capacité des institutions à démontrer de manière transparente cette régularité aux yeux de l'ensemble des acteurs politiques et de la population.

CONCLUSIONS

La mission internationale d'observation électorale de COHESIA souligne que la journée électorale observée à Bogotá s'est globalement déroulée dans un climat de calme, de civisme et de respect mutuel entre les différentes sensibilités politiques.

Ces éléments positifs ne doivent toutefois pas occulter plusieurs préoccupations relatives aux garanties entourant le secret du vote, à l'harmonisation des procédures électorales, à la transparence des outils numériques mobilisés dans le processus électoral ainsi qu'aux mécanismes de transmission et de consolidation des résultats préliminaires.

La mission considère également que la qualité démocratique d'une élection ne repose pas uniquement sur son organisation matérielle. Elle dépend aussi d'autres conditions, comme le respect du pluralisme de l'information et le rejet de toute forme de violence politique.

COHESIA rappelle que l'observation électorale ne consiste pas à prendre position en faveur ou en défaveur d'un candidat. Elle consiste en revanche à évaluer les conditions démocratiques dans lesquelles s'exerce la compétition électorale et à défendre les principes qui rendent cette compétition possible.

À cet égard, la mission exprime sa préoccupation face à la banalisation, dans le débat public, de discours pouvant légitimer la violence extrajudiciaire, la désignation d'ennemis intérieurs ou la remise en cause des garanties fondamentales de l'État de droit. Ces préoccupations ne relèvent pas du débat programmatique entre candidats mais des conditions minimales nécessaires à la coexistence démocratique.

La mission rappelle également que les efforts de paix engagés depuis plusieurs années en Colombie ont précisément pour objectif de substituer à la violence la confrontation pacifique des projets politiques à travers les institutions et les urnes. La préservation de cet acquis constitue une responsabilité collective qui dépasse les clivages partisans.

COHESIA réaffirme enfin son attachement au principe de souveraineté et au droit du peuple colombien à déterminer librement son avenir politique, sans pression, intimidation ou ingérence extérieure.

L'Observatoire électoral poursuivra son travail d'observation et publiera ultérieurement un rapport plus complet intégrant le second tour, l'analyse des résultats définitifs ainsi que l'ensemble des éléments recueillis au cours de la mission.

Bogota, Colombie
Le 2 juin 2026